



COMMUNE DE MOIRANS
ARRÊTÉ N° AR2024_085
TRAVAUX D'ÉLAGAGE AVENUE MARIUS CHOROT

Valérie ZULIAN, Maire de la ville de Moirans.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-6,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2,

Vu l'article L.132-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

Vu l'article L.511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Décret N°86-475 du 14/03/1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Vu la demande des pompiers de Moirans.

CONSIDÉRANT que pour permettre des travaux d'élagage 2 avenue Marius Chorot, en agglomération, à MOIRANS, il y a lieu d'assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation et des usagers de la voie,

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de police municipale de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'assurer la sécurité, le maintien du bon ordre et de la tranquillité publique,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Le stationnement sera temporairement réglementé, avenue Marius Chorot, en agglomération, à MOIRANS.

Cette réglementation sera applicable le samedi 9 février 2024 à 7h00 à 18h00, dans les conditions définies ci-après.

ARTICLE 2 : Les restrictions de circulation imposées par les précédents arrêtés sont abrogées pendant la durée des travaux.

Les pompiers de Moirans sont autorisés à occuper le domaine public pour leurs travaux sous réserve de l'autorisation des différents organismes compétents pour ces travaux.

Les restrictions provisoires sont les suivantes au droit du chantier :

- Stationnement interdit sur 4 places de stationnement délimitées par panneaux,

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire temporaire de chantier sera fournie par les services techniques de la ville, mise en place 7 jours à l'avance en ce qui concerne le stationnement, remplacée et entretenue par la personne chargée de la réalisation des travaux sous le contrôle du service de la police municipale.

ARTICLE 4 : L'entreprise veillera à l'entretien et à la remise en état de la voirie sous le contrôle de la ville de Moirans.

ARTICLE 5 : Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées, poursuivies, et leurs procès-verbaux transmis aux instances juridictionnelles compétentes. Tout véhicule en infraction fera l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter des mesures publicitaires citées à l'article 9 et au jour de la mise en place effective de la signalisation par l'entreprise.

ARTICLE 8 : Le commandant de brigade de gendarmerie à MOIRANS, le responsable du service de la police municipale, le responsable des travaux, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera affichée dans les conditions réglementaires et communiquée à :

- Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie à MOIRANS,
- Monsieur le commandant du centre de secours à MOIRANS,
- Monsieur le responsable du service de la police municipale,
- Monsieur le directeur du pôle technique et vie durable,
- Monsieur le responsable du chantier.

Fait à Moirans, le 6 février 2024
Valérie ZULIAN
Maire

